

STOP AU BRAQUAGE DE NOS LOGEMENTS !

260 milliards d'euros rançonnés sur nos logement sociaux et offerts généreusement au cartel des banquiers, ça suffit !

Chaque jour des bandes de banquiers s'en prennent aux locataires et aux petits propriétaires !
Le gouvernement est leur complice !

Réunis dans le cartel des banquiers de la FBF (Fédération Bancaire Française), composé de plusieurs gangs tristement célèbres : BNP Paribas, Crédit Agricole, Banque Populaire-Caisse d'Epargne, Société Générale... Ces gangs s'enrichissent sur le dos des plus pauvres, sans leur consentement. Cet enrichissement est organisé conjointement avec le gouvernement qui met en oeuvre ces politiques d'austérité.

Alors que 3,6 millions de personnes sont mal-logées, que beaucoup de locataires ont du mal à boucler leurs fins de mois, que les petits propriétaires se font racketter par les banques, les plus riches ne cessent de s'enrichir avec des bénéfices indécents au vu de la situation de la population, presque 18 milliards de bénéfices officiels en 2014. Loin d'être rassasié, le gang de banquiers opèrent un nouveau casse : celui du Livret A.

Le livret A c'est quoi ? C'est un livret d'épargne populaire, il en existe 63 millions aujourd'hui, autant dire que quasiment chaque personne vivant en France en a un. Il permet de placer sûrement son argent à un taux avantageux (remis en cause aujourd'hui par le gouvernement, meilleur ami des grandes banques), mais aussi de financer la

construction de logements sociaux. Alors que le prix de revient de construction d'un logement social au niveau national est de 140 000 euros selon la Caisse des Dépôts, les 260 milliards d'euros offerts aux banques auraient pu permettre de financer plus d'1,8 millions de logements sociaux... Ce système de financement est solide, peu coûteux et utile, de plus il a des effets immédiats sur l'emploi dans le BTP notamment avec la construction de logements sociaux.

Or depuis 2007, avec la bienveillance de Christine Lagarde, alors Ministre de l'Economie de Nicolas Sarkozy, et aujourd'hui à la tête de l'organisation criminelle FMI, le gang des banquiers s'est emparé de plus du tiers de cette épargne pour ses propres intérêts sans donner aucune garantie que des logements sociaux soient en effet construits. Ainsi sur 100 euros déposés sur votre Livret A, 35 restent au sein des banques sans que l'on sache sérieusement l'usage qu'elle en font.

Le casse de nos logements s'élève à ce jour à près de 260 milliards d'euros, le tout avec la bénédiction du gouvernement Hollande.... Les bandits de la finance peuvent tranquillement siroter leurs cocktails dans les paradis fiscaux, pendant ce temps les plus pauvres, eux, trinquent.

Attention ! Ces personnes sont dangereuses, ne leur confiez pas vos logements, votre argent, ni votre confiance :



Christine Lagarde dite « *Mamie Tapie* »

Ministre de l'économie de 2007 à 2011, après avoir travaillé dans une institution financière en bancassurance, c'est elle qui livre aux banques 30 % (maintenant 35) des fonds collectés sur vos Livrets A. Aujourd'hui « Mamie-Tapie », comme on dit dans le milieu, poursuit sa trajectoire fulgurante dans le grand banditisme puisqu'elle est directrice du FMI.



François Pérol dit « *Al Péroleone* »

Président du cartel de la FBF (Fédération des Banques Françaises) qui rassemble les plus grands gangs de banquiers de l'hexagone. Son parcours « humaniste » a conduit ce proche de Nicolas Sarkozy de la banque Rothschild à la BPCE. Avec sa copine « Mamie Tapie », ils seraient intervenus dans l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais.

Pierre Moscovici dit « *Papi Cadeau* »

En 2013, alors Ministre de l'Economie et des Finances, il offre 30 milliards d'euros sur la collecte des livrets populaires, dont en grande partie le livret A au cartel des banques. Le but est de relancer l'économie des PME, tout le monde sait à quel point cela a fonctionné... Aujourd'hui, Pierrot est commissaire européen, poste où il s'échine à faire respecter les politiques d'austérité.



Christian Noyer dit « *l'autruche* »

Peu connu du grand public, il cumule pourtant de nombreuses fonctions, dont gouverneur de la Banque de France qui doit vérifier l'utilisation de l'argent offert aux banques sur le dos de nos Livret A. Il tient son surnom grâce sa capacité extraordinaire à répéter que tout se passe bien et que les banques utilisent très bien notre argent. Avis que beaucoup d'honnêtes gens mettent en doute... En février dernier, il déclarait qu'il fallait poursuivre les politiques d'austérité en Grèce...



DE TOULOUSE A ATHENES EN PASSANT PAR BARCELONE

FAISONS MORDRE LA POUSSIERE AUX POLITIQUES D'AUSTERITE ET AUX GOUVERNEMENTS QUI LEUR SERVENT DE VALETS !

En France, les dégâts occasionnés par les politiques de 1998 à 2013 ont fait passé les jugements d'expulsion de 75 000 à 125 000, entre 2001 et 2013 le nombre de sans abris est passé de 90 000 à 140 000, le nombre de personnes déposant un dossier en surendettement passant dans le même temps de 120 000 à 223 000, avec des plus en plus de petits propriétaires... Dans l'Etat espagnol c'est plus de 500 000 expulsions qui ont eu lieu suite à la crise économique de 2008, atteignant 184 expulsions par jour en 2013... En Grèce, les politiques d'austérité ont aussi fait des dégâts humains considérables : 30 % de personnes sous le seuil de pauvreté, chômage de masse, plus de 20 000 sans abris dans le pays.

Ces dégâts humains sont de la responsabilité des banques et des gouvernements qui leur servent la soupe aigre de l'austérité. Ces mêmes gouvernements qui se mettent d'accord pour bafouer la souveraineté populaire du peuple grec. Du 20 au 27 juin, semaine internationale de soutien au peuple grec, nous tenons à leur exprimer toute notre solidarité à la veille d'une réunion capitale dans la confrontation entre l'austérité et la justice sociale et humaine.

La poursuite des mobilisations populaires, la victoire électorale de Syriza en Grèce, l'élection d'Ada Colau militante de la PAH (Plateforme des victimes des crédits hypothécaires) à Barcelone sont autant de signes d'espoir qui nous montrent que des millions de personnes sont prêtes à refuser l'austérité imposée par nos gouvernements, notamment celui de Hollande-Valls en France, et la xénophobie que leurs politiques suscitent. Le meilleur moyen de soutenir la Grèce dans son combat est d'intensifier le notre à Toulouse et partout en France. Lutter pour le droit au logement est un levier qu'actionne le DAL depuis plus de 25 ans maintenant, si vous aussi vous êtes témoins ou victimes d'un gang de banquiers et que vous voulez changer le rapport de force : rejoignez nous !

Rendez nous nos logements !

**Pour des logements sociaux publics, gérés en transparence
avec une place centrale pour les locataires !**

FAISONS ENTENDRE NOS VOIX

SAMEDI 20 JUIN à 9h30

Rendez-vous métro Carmes (Ligne B)



Soutenu par :

Union
syndicale
Solidaires



Coordination
Intermittent-e-s
et Précaires
Midi-Pyrénées

Parti de
Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE